

Joaquim Chissano :

“ Les rapports entre l’Afrique du Sud et les bandits armés n’ont pas changé, en dépit de N’komati ”

Militant de la première heure, Joaquim Chissano s’est vu confier les rênes du pouvoir mozambicain au lendemain de la disparition du président Samora Machel dans un accident d’avion, le 19 octobre dernier. C’est en effet à l’unanimité que les cent vingt-cinq membres du comité central du Frelimo ont élu à la présidence du parti, et donc de l’État, cet homme à la solide réputation internationale, qui avait d’ailleurs depuis l’indépendance et sans interruption la charge de ministre des Affaires étrangères.

Cinq mois se sont écoulés depuis la mort du président Samora Machel. Peut-on faire le point sur les causes de l’accident ?

JOAQUIM ALBERTO CHISSANO. — La commission internationale a élaboré un rapport factuel qui a été présenté à la direction de notre parti et du gouvernement ; après l’avoir analysé, nous avons estimé que certaines circonstances, certaines coïncidences n’étaient pas éclaircies et exigeaient un supplément d’enquête. Nous ne connaissons pas toute la vérité. Notre commission nationale poursuivra les travaux car les faits établis sont insuffisants pour faire toute la lumière sur l’événement. Par exemple, bien que les trois parties soient unanimes au sujet de l’existence d’un V.O.R. (signal radar) qui serait à l’origine du déroutement de l’avion, on ne sait pas où cet instrument se trouvait et pourquoi, puisqu’il semble qu’il existait depuis longtemps, et c’est seulement cette fois que s’est produit ce phénomène.

En Afrique du Sud, deux ou trois jours après l’accident, un appel téléphonique anonyme a signalé l’existence dans la région d’instruments qui pouvaient être

à l’origine de cet écart du trajet habituel.

Beaucoup de faits manquent de précision. Dans le rapport des spécialistes sud-africains qui a été publié dans la presse, on apprend qu’après la chute de l’avion les instruments de bord ont été manipulés. Par qui et pourquoi ? Pour l’instant il n’y a pas de réponse à cette question. Nous n’avons pas non plus d’explication au fait que les corps de certaines victimes présentaient des entailles à la gorge.

Jusqu’à présent, on ne sait pas pourquoi il fallut tant de temps pour retrouver l’avion tombé dans une zone si proche de centres habités et dotés de radars qui, plus tard, allaient détecter aisément tous les avions qui survolaient la région lors des recherches. Il est donc étrange que nous soyons restés aussi longtemps sans informations. Nous pensons que cette commission internationale n’a pas achevé son travail. Nous l’avons dit immédiatement après avoir pris connaissance des résultats de son enquête, qui nous ont été transmis quelques jours seulement avant qu’ils ne soient rendus publics.

Nous n’en avons pas encore tiré de conclusion politique. Dans toute enquête, il y a des questions d’ordre technique et ce n’est qu’après avoir épuisé celles-ci que l’on peut se prononcer sur le fond.

Où en sont les relations entre votre pays et l’Afrique du Sud ?

J.C. — La situation s’aggrave, notamment en ce qui concerne nos relations économiques. L’Afrique du Sud applique *de facto* des sanctions contre notre pays. Elle utilise de moins en moins notre port de Maputo ; des 7 millions de tonnes qui y transitaient, on est passé au-

jourd’hui à 0,96 million de tonnes en provenance ou à destination de l’Afrique du Sud. Une diminution drastique, qui a des répercussions très graves sur notre économie. Les Sud-Africains affirment que c’est la conséquence du mauvais fonctionnement de la ligne de chemin de fer. Mais cela n’est qu’un prétexte. C’est vrai qu’il y a les sabotages, mais qui est à l’origine de l’activité des bandits armés qui attaquent les voies ferrées, y compris celle qui relie l’Afrique du Sud à Maputo ?

D’autre part, le nombre de travailleurs mozambicains en Afrique du Sud continue de diminuer. Cette année, ils ne sont que trente mille, c’est-à-dire deux fois moins nombreux qu’en 1986. Cela constitue aussi une pression économique contre la République populaire du Mozambique.

Sur le plan politique, nous avons les preuves que les rapports entre l’Afrique du Sud et les bandits armés n’ont pas changé, en dépit des engagements pris par Pretoria à N’komati. Les Sud-Africains et les bandits armés font des projets communs. Pretoria les ravitaille en vivres, munitions et autres denrées.

Voilà quel est l’état de nos relations. Nous continuons cependant à maintenir des contacts avec le gouvernement de l’Afrique du Sud, et cela afin de le contraindre à respecter ses engagements.

Qui sont-ils, aujourd’hui, ces « bandits armés » ?

J.C. — En réalité, rien n’a changé. Nous savons que les premiers groupes de bandits armés ont été créés en Rhodésie et que, à l’indépendance du Zimbabwe, ils ont été accueillis en Afrique du Sud, où ils ont pu devenir ce qu’ils sont aujourd’hui. Leurs



dirigeants étaient des étrangers, des Portugais, des Sud-Africains ou des Rhodésiens.

Aujourd'hui, c'est à peu près la même situation. Les dirigeants sont les mêmes ; seule leur couleur a partiellement changé car on a cherché des porte-parole mozambicains. Mais cette tentative a échoué. Aux Etats-Unis, le bureau des bandits est dirigé par un Américain. J'ai été étonné de constater sa maladresse à l'occasion d'une émission télévisée. Il parlait à la première personne comme s'il incarnait, à lui tout seul, l'« organisation » des bandits armés... Le Mozambicain, à ses côtés, ne disait rien. Il s'agit de quelqu'un qui réside aux Etats-Unis depuis la période coloniale et qui y est resté, même après l'indépendance. Ce qui est drôle, c'est qu'il portait un jugement sévère contre le Frelimo, dont le premier président, qui avait fait ses études supérieures aux Etats-Unis, avait épousé une américaine. Il nous accusait d'être procapitalistes et proaméricains !

Or, aujourd'hui, il est toujours contre nous car il n'aime pas le socialisme non plus.

En réalité, aussi bien lui que ses « collègues » sont manipulés par les cercles américains les plus conservateurs, dont la réputation, aux Etats-Unis mêmes, est douteuse.

Le gouvernement américain, pour sa part, affirme qu'il n'accorde ni n'accordera aucun soutien officiel aux bandits armés. Mais, à l'instar de ce qui se passe pour le Nicaragua, il peut arriver que de puissants lobbies américains accordent clandestinement une aide aux « contras » mozambicains.

Existe-t-il des formes de banditisme qui se soient développées parallèlement aux groupes armés et qui soient aidées de l'extérieur ?

J.C. — Ce sont toujours les mêmes bandits qui se rendent responsables des agressions contre des civils sans défense et qui essaient de réveiller des sentiments traditionalistes, voire tribalistes, dans la population des campagnes. Ils pillent et détruisent les biens des paysans puis ils cherchent à les entraîner de leur côté en mettant en avant le tribalisme et en formentant des divisions ethniques. C'est ce que leur apprend le pouvoir de Pretoria, qui pratique cette politique à grande échelle.

Les bandits tentent en vain de faire revivre le pouvoir des chefs traditionnels. Ici, au Mozambique, ce pouvoir a été spontanément mis à l'écart par la population pendant la période qui a précédé l'indépendance. Nous n'avons promulgué aucune loi pour abolir le pouvoir des chefferies. En 1974, le Frelimo avait même pris des mesures pour protéger les chefs traditionnels — les « regulos » — pendant qu'on étudiait leur situation. Mais après l'indépendance, neuf mois plus tard, les chefferies avaient pratiquement disparu car les gens n'en voulaient pas. Ce ne fut pas imposé d'en haut. Et, encore aujourd'hui, je ne connais pas beaucoup de chefs qui ont de la rancœur contre notre gouvernement. Certains collaborent activement avec le parti et travaillent paisiblement en tant que paysans.

Pourquoi, à votre avis, les bandits s'en prennent-ils aux religieux ?

J.C. — Je pense que les bandits armés essaient de détériorer les relations entre le Vatican et le Mozambique, relations qui sont en voie d'amélioration, comme d'ailleurs nos rapports avec l'Eglise mozambicaine. Ils cherchent, en intimidant les religieux, à obtenir leur neutralité dans ce conflit. Mais, bien au contraire, ils finissent par susciter de leur part des prises de position qui ne leur sont pas favorables. En outre, l'idée d'enlever des religieux, même à des fins de propagande, est révélateur de la nature criminelle des bandits armés.

Ce qui est le plus étonnant c'est que ce type d'action peut avoir l'effet recherché par les terroristes, car lorsqu'une religieuse est enlevée, à qui revient la faute ? Au gouvernement mozambicain ! Lorsqu'on enlève un étranger, quel qu'il soit, de formidables pressions internationales sont exercées sur nous. Des centaines de Mozambicains enlevés par les bandits peuvent être tués sans que cela provoque ne serait-ce qu'une petite partie de l'émotion que suscite l'enlèvement d'un étranger, pour la libération duquel on nous demande immédiatement de négocier avec les terroristes. La vie humaine n'a pas la même valeur pour tous... Ainsi va le monde.

Combien de Mozambicains sont-ils touchés par la sécheresse et les conséquences de la guerre ?

J.C. — Quatre millions de Mozambicains environ sont affectés par la sécheresse et par les bandits armés qui les condamnent à l'isolement et les empêchent de travailler. Deux millions sont déjà dans une situation extrêmement dramatique. Les nécessités immédiates portent donc sur des quantités importantes de vivres et de médicaments ainsi que sur des moyens de transport. Un grand nombre de personnes ont également dû quitter leurs villages et ont besoin d'abris (de tentes, par exemple) et de vêtements. Aussi, nous faut-il davantage d'outils agricoles pour les régions où les pluies font leur réapparition. Il est terriblement frustrant de voir que les paysans, après des années de sécheresse, ne peuvent labourer la terre par manque d'outils agricoles. Ainsi, malheureusement,



D.R.

Les nécessités immédiates portent sur des quantités importantes de vivres et de médicaments ainsi que sur des moyens de transport



D.R.

Enfant victime de la sécheresse, armes saisies aux bandits et camp de Pambara : quatre millions de victimes



D.R. Le port de Maputo et récolte du riz : des secteurs prioritaires



D.R.

●● Les pays de la C.E.E. devraient faire davantage, économiquement et politiquement ●●

le retour des pluies ne signifie pas une amélioration immédiate de la situation.

L'aide internationale n'est pas à la mesure de nos besoins, bien qu'il y ait des comités internationaux qui aient intensifié leurs efforts. C'est le cas, par exemple, d'Oxfam, de l'aide alimentaire de certains pays — notamment les Etats-Unis, la Suède, le Japon et l'Italie. Mais nous sommes encore très loin de pouvoir faire face à nos besoins, d'autant que les conséquences de la sécheresse se font aussi sentir dans les grands centres urbains.

Peut-on parler de décentralisation pour illustrer les premiers mois de la présidence Chissano ?

J.C. — Il s'agit plutôt d'une redistribution des tâches. Et cela ne me revient pas puisque la décision a été prise lors de la réunion du comité central de 1986, qui avait été présidée par le regretté président Samora. Le poste de Premier ministre a été créé sous sa présidence et l'élection d'un président de l'Assemblée était déjà prévue dans la période succédant ces élections générales (1). Ce ne sont donc pas des initiatives personnelles mais des décisions collégiales.

Quels pays de la Ligne de Front coopèrent avec le Mozambique dans le domaine de la défense ?

J.C. — Tous les pays de la Ligne de Front collaborent avec nous, à des degrés différents bien sûr, cela dépend des possibilités de chacun. Depuis déjà un certain temps, le Zimbabwe coopère avec le Mozambique sur le plan militaire en envoyant des troupes. La Tanzanie fera bientôt de même.

Malgré les difficultés que l'Angola connaît à cause de la guerre, ce pays nous apporte aussi une aide en ce domaine. En fait, les pays de la Ligne de Front considèrent que l'aide au Mozambique est une priorité pour la sécurité de la région, et ils agissent en conséquence.

Certains gouvernements européens estiment que l'aide aux pays de la Ligne de Front est plus efficace que les sanctions contre l'Afrique du Sud. Qu'en pensez-vous ?

(1) A ce poste, les députés ont élu, en janvier dernier, un dirigeant historique du Frelimo : Macellino Dos Santos.

J.C. — C'est une question complexe, car il est vrai que l'aide aux pays de la Ligne de Front apporte une contribution importante à notre résistance contre les pressions du régime d'apartheid. Renforcer ces pays qui travaillent ensemble dans le cadre de la S.A.D.C.C., pour une plus grande indépendance économique à l'égard de l'Afrique du Sud, est dans l'intérêt des pays européens. Mais si, toutefois, on exerçait en même temps des pressions sur l'Afrique du Sud — notamment en interrompant les relations économiques avec ce pays —, on éviterait de renforcer le régime ainsi que son potentiel militaire. L'aide aux pays de la Ligne de Front serait, dans ce cas, plus efficace. Nous pensons en fait que les pays européens devraient agir dans ces deux directions.

Que pensez-vous de la coopération entre les pays de la C.E.E. et l'Afrique australe ?

J.C. — Les pays de la C.E.E. devraient faire davantage, aussi bien sur le plan économique que dans le domaine politique. Il est dans leur intérêt, par exemple, de contribuer à rétablir la paix dans la région et d'œuvrer pour une coopération régionale élargie, qui impliquerait le Zaïre et le Congo.

Mais, en Afrique australe, les pays occidentaux ne semblent pas gênés de tirer le maximum de bénéfices de leurs investissements ou de l'exploitation des matières premières, dans un contexte marqué par des conflits sanglants, la répression ou la détresse.

Aujourd'hui nous savons qu'au fur et à mesure que notre lutte contre les agressions militaires de l'Afrique du Sud par bandits interposés marque des progrès, les contradictions des pays occidentaux s'accroissent. Et cela peut entraîner un changement d'attitude de leur part, comme en Grande-Bretagne, où l'on a compris que l'intérêt du pays est d'aider le Mozambique à se défendre des menaces extérieures, fussent-elles celles des bandits armés.

La Grande-Bretagne est intéressée au retour de la paix au Mozambique comme à la stabilité du Zimbabwe ou à la création de conditions en faveur du développement économique de la Zambie, du Malawi ou du Botswana. Et le fonctionnement

correct des ports mozambicains et des chemins de fer dans les pays indépendants de la région ne peut que favoriser les intérêts des pays européens en Afrique australe.

Quels sont vos besoins les plus urgents ?

J.C. — En ce moment, le développement de notre pays tout entier dépend en grande partie de l'aide internationale. Pour mettre en œuvre le programme de redressement économique prévu pour les trois prochaines années, nous devons réaliser des investissements afin de créer des emplois, remettre sur pied l'industrie, lancer des programmes de développement agricole. Nous avons en outre des programmes d'urgence, notamment pour venir en aide aux populations déplacées et pour les mineurs mozambicains qui sont refoulés d'Afrique du Sud. La communauté internationale doit soutenir les programmes de la S.A.D.C.C. et, en particulier, celui concernant le chemin de fer de Baira, qui joue un rôle de premier plan dans le développement de la région et des échanges pour les pays enclavés. Il ne s'agit pas pour nous, bien évidemment, de favoriser uniquement le système de transport international, mais également les communications internes, qui sont la condition de la reprise économique et notamment de celle du secteur agricole. Le développement de l'agriculture est en fait pour nous prioritaire et, en particulier, la production familiale. Pour soutenir les paysans, nous devons augmenter les échanges entre les villes et les campagnes, améliorer, en somme, le ravitaillement de l'ensemble de la population.

Nous avons, par exemple, proposé à l'Italie un programme urgent d'appui à l'agriculture, d'aide alimentaire, de fournitures aux industries nationales, de construction d'habitations, ainsi que l'obtention de biens de consommations. La sympathie dont nous jouissons dans ce pays, qui a inscrit le Mozambique parmi les priorités de sa politique d'aide, nous amène à croire que la coopération économique avec ce pays connaîtra un développement d'autant plus important qu'il fait partie des grands de l'aire européenne.

Propos recueillis par PIETRO PETRUCCI